

PREFET DU VAR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Toulon, le 20 février 2015

Unité Territoriale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041 Toulon cedex 9

LA DIRECTRICE REGIONALE

à

Nos réf. : D-0167-2015-UT83-SD/BD
S3IC: 64 155 – P2
Affaire suivie par : Subdivision Toulon 1
Tél. 04 94 08 66 02 – Fax : 04 94 08 66 10

MONSIEUR PATRICK JULIEN
DIRECTEUR GENERAL
GROUPE UNION GRAP'SUD
30360 – CRUVIERS-LASCOURS

OBJET : Lettre de conclusion du contrôle inopiné réalisé sur les effluents industriels le 02/10/2014 sur le site "La Varoise" situé sur la commune de La Crau.

REF: Vos réponses reçues en date du 23/12/2014

P.J. : 2 fiches d'écart

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées a initié en 2014 un contrôle inopiné des rejets aqueux du site "La Varoise" situé sur la commune de La Crau. Le prélèvement a eu lieu du 02 au 03 octobre 2014 sur une période de 24 heures.

Suite à ce contrôle, 2 écarts à la réglementation vous ont été notifiés par l'Inspecteur des installations classées. Par courrier cité en référence, vous avez fait part de vos observations.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de la conclusion de l'Inspection suite à cette visite.

Écarts à la réglementation relevés :

- 1- Dépassement du seuil limite de température fixe à 30 ° (valeur mesurée : 42,6°)
- 2- Dépassement du flux massique autorisé pour le paramètre DBO5 fixe à 800 kg/j (valeur mesurée : 1 222 kg/j, soit +52,7 %)

Nous avons bien noté que vous deviez étudier la possibilité d'installer un indicateur de température avec alarme avant rejet des effluents industriels.

Aussi, je vous demande de nous adresser dans un délai de 2 mois un plan d'action relatif à la mise en place de cet appareillage. Il vous appartient également de faire procéder à une analyse contradictoire par un laboratoire agréé lors des contrôles inopinés diligentés par nos services. Seule cette analyse permet de pouvoir contester le cas échéant les résultats des contrôles réalisés. A défaut, nous vous mettrons en demeure de respecter les seuils autorisés par l'arrêté préfectoral du 29/07/2014.

Remarques particulières relevées:

- aucune remarque n'a été formulée.

Ecarts relevés lors des contrôles inopinés précédents

Pour mémoire, lors du contrôle inopiné en 2013, le contrôle réalisé sur vos effluents industriels avait permis de constater des dépassements ponctuels de la mesure du pH ($\simeq 11$), nettement supérieure au seuil autorisé par l'arrêté complémentaire du 20 septembre 2012.

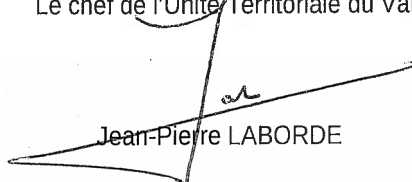
Nous avons alors attiré votre attention sur la nécessité de suivre avec intérêt les installations de régulation de celui-ci.

Aucun écart n'a été relevé cette année pour ce paramètre.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que les fiches d'écart, seront publiés sur le site Internet de la D.R.E.A.L. P.A.C.A.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/ La Directrice et par délégation
Le chef de l'Unité Territoriale du Var



Jean-Pierre LABORDE